

Accusé de réception en préfecture
062-344077672-20240328-7306-DE-1-1
Date de télétransmission : 29/03/2024
Date de réception préfecture : 29/03/2024

Acte certifié exécutoire

Bruno FONTALIRAND
Directeur général



Pas de Calais Habitat
4, avenue des Droits de l'Homme
CS209 – ARRAS 62022 Cedex



PAS DE CALAIS HABITAT **Office Public de l'Habitat**

DECISION EXTRAITE DU PROCES VERBAL DE LA REUNION DU BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SEANCE DU 28 MARS 2024

Président : Monsieur COTTIGNY

Présents : Monsieur COTTIGNY, Monsieur LEROY, Madame AIT-CHIKHEBBIH,
Monsieur MELLICK, Madame ROSSIGNOL.

Excusés : Madame DUHEN qui a donné pouvoir à Monsieur COTTIGNY.
Monsieur MALFAIT.

LENS, LIEVIN, SALLAUMINES, AVION, BULLY, HENIN, MONTIGNY,
NOYELLES, COURRIERES, LIBERCOURT Convention de partenariat relative
à la gestion des dépôts sauvages entre PAS-DE-CALAIS HABITAT et
l'Association RELAIS TRAVAIL

Direction politique clients et solidarités
Rapporteur : Mme [REDACTED]

Depuis plusieurs années, il a été constaté que l'absence de moyens de transports et une fréquence de collecte inadaptée généraient de nombreux dépôts sauvages qui, par ailleurs, donnaient une mauvaise image de certains quartiers.

Afin d'y remédier, il est ainsi proposé de mettre en place un partenariat technique pour le traitement des dépôts sauvages en lien avec un travail de sensibilisation et de responsabilisation auprès des habitants des quartiers situés en Quartier Politique de la Ville.

Le bailleur social Pas-de-Calais habitat s'est engagé en contrepartie de l'exonération de la TFPB à soutenir certaines actions notamment les démarches de gestion urbaine de

proximité dans les communes suivantes :

Pas-de-Calais habitat souhaite développer la pré-collecte des encombrants sur les quartiers prioritaires des villes de Lens, Liévin, Sallaumines, Avion, Bully, Hénin, Montigny, Noyelles, Courrières et Libercourt et mener une campagne de sensibilisation et de responsabilisation auprès des locataires.

Ainsi, la convention de partenariat avec l'association intermédiaire de l'insertion par l'activité économique Relais Travail objet de cette délibération a pour objet de définir la prestation d'enlèvements, de transport et de traitement des divers matériaux issus d'un tri au sein des locaux du bailleur et de définir les méthodes de sensibilisation.

Au vu des éléments proposés et après en avoir délibéré, les membres du Bureau :

- ✓ autorisent le Directeur général, ou toute personne habilitée, à fixer définitivement les clauses, charges et conditions et à signer les conventions fixant les modalités de participation financière entre Relais-Travail et Pas-de-Calais habitat

Décision adoptée à l'unanimité

**Convention de partenariat relative à la gestion des dépôts sauvages
entre
PAS-DE-CALAIS HABITAT et l'Association RELAIS TRAVAIL**

*Dans le cadre de l'utilisation de l'abattement de TFPB et en faveur de la création d'emplois
pérennes pour les personnes accompagnées par l'association*

Vu le décret n°2014-1750 du 30 décembre 2014 fixant la liste des quartiers prioritaires dans les départements métropolitains ;

Vu l'Article R2122-8 du code de la commande publique, modifié par Décret n° 2019-259 du 29 mars 2019 - art. 1 et conformément à notre règlement intérieur, l'acheteur peut passer un marché sans publicité ni mise en concurrence préalables pour répondre à un besoin dont la valeur estimée est inférieure à 40 000 euros hors taxes ou pour les lots dont le montant est inférieur à 40 000 euros hors taxes et qui remplissent la condition prévue au b du 2 de l'article R. 2123-1 ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

ENTRE :

L'Association Relais Travail dont le siège social est situé au 19 Rue Hans Andersen, pavillon Anet- BP 159 - 62 303 LENS Cedex,

Représentée par **Monsieur** [REDACTED] en sa qualité de Directeur, ci-après désignée par les termes « l'Association Relais Travail ».

D'une part,

ET :

L'OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT, PAS-DE-CALAIS HABITAT, établissement public à caractère industriel et commercial, dont le siège social est sis 4 Avenue des Droits de l'Homme – C.S. 20926 – 62022 ARRAS Cedex, représenté par Pierre HAEM, directeur du territoire Artois-Gohelle, agissant en cette qualité en vertu d'une délégation de signature accordée par Monsieur Bruno FONTALIRAND, Directeur Général, en date du 22 septembre 2020,
ci-après désigné par les termes « Pas-de-Calais habitat » ou « le bailleur ».

Il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Depuis plusieurs années, il a été constaté que l'absence de moyens de transports et une fréquence de collecte inadaptée généraient de nombreux dépôts sauvages qui, par ailleurs, donnaient une mauvaise image sur les quartiers situés en Quartier Politique de la Ville.

Afin d'y remédier, il est ainsi proposé de mettre en place un partenariat technique pour le traitement des dépôts sauvages en lien avec un travail de sensibilisation et de responsabilisation auprès des habitants des quartiers situés en Quartier Politique de la Ville.

Le bailleur social Pas-de-Calais habitat s'est engagé en contrepartie de l'exonération de la TFPB à soutenir certaines de ces actions notamment les démarches de gestion urbaine de proximité.

Article 1 : Objet

Pas-de-Calais habitat souhaite développer la pré-collecte des encombrants sur 4 des points de collecte situés sur les quartiers prioritaires des villes de BULLY LES MINES, GRENAY, LOOS-EN-GOHELLE et SAINS EN GOHELLE et de les regrouper sur le bord de la route (au lieu le plus proche des points de stockage de Pas-de-Calais Habitat). Ces lieux devant être accessibles aux véhicules de ramassage du prestataire de la Communauté d'Agglomération Lens Liévin.

Ainsi, la présente convention a pour objet de définir la prestation d'enlèvements, de transport et de traitement des divers matériaux issus d'un tri au sein des locaux du bailleur et/ou déposés sur la voirie et de définir les méthodes de sensibilisation.

L'estimation du volume de collecte mensuelle est évaluée à une moyenne de 15m³/mois suite à la première convention mise en place directement avec Pas de Calais Habitat de janvier 2022 à décembre 2023.

Article 2 : Définition de la mission et organisation

L'Association « Relais Travail » se voit confier par Pas-de-Calais Habitat sur les communes de BULLY LES MINES, GRENAY, LOOS-EN-GOHELLE et SAINS EN GOHELLE la mission d'exercer la pré-collecte et collecte des encombrants situés sur les quartiers prioritaires gérés par Pas-de-Calais Habitat.

Pas-de-Calais Habitat permettant, par la mission qu'ils confient à la structure d'insertion, d'apporter des heures de travail régulières pour des personnes en recherche d'emploi.

Article 3 : Obligations de RELAIS TRAVAIL

Durant la présente convention, l'association RELAIS TRAVAIL s'engage à :

- Assurer la pré-collecte des divers matériaux sur les 4 points définis par PAS DE CALAIS HABITAT. La fréquence de passage prédéterminée est d'une pré-collecte tous les mois la veille du passage du collecteur prestataire de la Communauté d'Agglomération.

- La veille du passage du collecteur prestataire de la Communauté d'Agglomération, l'association devra **transférer les encombrants d'un des lieux de stockage du bailleur vers le point de collecte** et s'assurer que l'ensemble du dépôt soit enlevé par le prestataire de la CALL. Elle devra évacuer elle-même les déchets qui seraient laissés sur le lieu de collecte après le passage du prestataire, (type de matériaux et/ou volume trop important). Des photos « avant – après » son intervention seront faites et transmises au bailleur et aux communes concernées dans son bilan trimestriel.
- L'association mènera une action de communication et de médiation avec les habitants, en coordination avec PAS DE CALAIS HABITAT, en vue de les sensibiliser et les mobiliser sur la gestion des déchets et le respect des espaces public, avec pour objectif de réduire les volumes à traiter. Cette action vise également à améliorer l'image des quartiers et prévenir les risques de toute sorte.
- Elle devra tenir **au moins une fois par an un stand de sensibilisation et d'information en lien avec la commune et les bailleurs du secteur** sur des lieux identifiés par ces derniers (ex : marché, quartier d'été...).

Article 4 : Obligations de Pas-de-Calais habitat

Durant la présente convention, Pas-de-Calais habitat s'engage à :

- Favoriser par tous moyens utiles, l'organisation de la collecte des dépôts sauvages dont la collecte est prévue dans le cadre de cette convention.
- Laisser le libre accès à tous les lieux où l'association Relais Travail est censée réaliser sa prestation (Points de collecte, Voiries, Parties communes...)

Article 5 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une durée déterminée de 12 mois, débutant à compter du **1^{er} mars 2024** et devant s'achever le **31 décembre 2024**.

La présente convention pourra être renouvelée, par tacite reconduction, une seule fois, pour une durée égale à 12 mois sans pouvoir dépasser la date du 31 décembre 2025.

Les parties se réuniront un mois avant le terme présentement convenu afin d'envisager ou non le renouvellement de la convention.

Article 6 : Engagements de RELAIS TRAVAIL

Règles générales

RELAIS TRAVAIL présentera une main d'œuvre ayant une éthique exemplaire, étant entendu que Pas-de-Calais habitat pourra exiger le remplacement des agents dont l'attitude pourrait lui causer du tort. RELAIS TRAVAIL doit mettre à disposition du personnel formé et qualifié pour sa mission. Ce personnel devra appliquer et suivre des consignes d'utilisation et

Pour l'exécution de chaque intervention RELAIS TRAVAIL mettra en place une équipe de 3 personnes avec 1 véhicule type "Camionnette de moins de 3.5 T".

RELAIS TRAVAIL s'engage à traiter comme confidentiels et à ne divulguer, tant pendant la durée qu'après l'expiration de la présente convention, tous documents ou informations recueillis à l'occasion de l'exécution de la présente (tels que, par exemple, modes opératoires de Pas-de-Calais habitat, ou le nom des clients de Pas-de-Calais habitat, ou de ses activités ou produits) et de manière générale toutes affaires, tous faits quelconques qui ont, ou auront été portés à sa connaissance à l'occasion de ses relations avec la société et à prendre toutes mesures nécessaires auprès de son personnel et/ou sous-traitants éventuels pour garantir ce caractère confidentiel.

RELAIS TRAVAIL établira sa facture chaque mois après l'exécution des missions mensuelles.

Les factures devront être transmises par l'association au bailleur via la plateforme [REDACTED]

Abstract The purpose of this study was to determine the effect of a 12-week training program on the physical fitness of 100 male and 100 female students. The program was designed to improve cardiovascular endurance, muscular strength, and flexibility. The results showed that the program had a significant positive effect on all three components of physical fitness. The students who participated in the program showed a significant increase in their cardiovascular endurance, muscular strength, and flexibility compared to the control group. The program was found to be effective in improving the physical fitness of both male and female students.

- P = Prix du marché révisé
- P_0 = Prix du marché initial
- I_m et I_0 sont les valeurs prises respectivement au mois zéro (mars 2024), pour I_0 le dernier indice connu. L'indice retenu est le CVS.

Article 9 : Modalités de suivi et d'évaluation

L'Association RELAIS TRAVAIL transmettra au bailleur **un bilan trimestriel** reprenant les éléments suivants :

- Intitulé et descriptif de l'action
- Photos avant/après
- Volumes et type de dépôts sauvages collectés
- Evaluation qualitative de l'action

La finalité de l'action, à terme, serait de voir la diminution des volumes de dépôts sauvages collectés ; et que, de fait, le bailleur n'ait plus recours aux locaux de stockage à l'intérieur des immeubles et n'ait plus à faire appel aux associations intermédiaires du territoire pour l'enlèvement.

Le bailleur évaluera ainsi la pertinence des actions proposées et pourra décider de reconduire ou d'arrêter l'action.

Un premier bilan sera effectué dans le courant du mois d'avril 2024 afin de vérifier la volumétrie et la fréquence de passage et ajuster si nécessaire la convention.

Article 10 : Modifications en cours d'exécution

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention fera l'objet d'un avenant entre les parties.

Article 11 : Incessibilité / Sous-traitance

Selon l'article R2193-3 du code de la commande publique, lorsqu'une déclaration de sous-traitance intervient après la notification du marché, le titulaire remet à l'acheteur contre récépissé ou lui adresse par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, un acte spécial de sous-traitance contenant les renseignements mentionnés à l'article R. 2193-1.

Le titulaire établit en outre qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, en produisant, lorsque les dispositions du chapitre Ier du présent titre s'appliquent, soit l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du marché qui lui a été délivré, soit une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances.

Compte tenu du caractère stratégique et « Intuitu Personae » de la présente convention, l'Association RELAIS TRAVAIL s'engage à aviser le client par lettre recommandée avec A.R de toute modification de son statut juridique, de scission, fusion, de changement dans la gérance ou l'administration (cession, donation, nantissement des parts), à l'exception de toutes modifications juridiques internes au groupe associatif auquel appartiennent RELAIS TRAVAIL.

Article 12 : Résiliation

La présente convention pourra être résiliée à tout moment par Pas-de-Calais habitat en cas de non-respect par l'autre partie d'une quelconque de ses clauses. La décision motivée de

résiliation sera adressée par lettre recommandée avec accusé de réception. La prestation s'achèvera au terme du délai indiqué dans la lettre recommandée mais qui ne pourra pas être inférieur à 1 mois pour permettre au titulaire de cette convention de s'organiser.

Article 13 : Force majeure

Chaque partie pourra être exonérée de l'exécution de ses obligations en cas de survenance d'événements relevant de la force majeure, sous réserve de les avoir précisément notifiés à l'autre partie par lettre recommandée, mentionnant la durée pendant laquelle elle estime qu'elle sera empêchée d'exécuter ses obligations.

Sont constitutifs d'un cas de force majeure les événements tels qu'incendie, catastrophe naturelle, émeutes, grèves, expropriations, confiscation, mise sous séquestre ou toutes autres causes échappant au contrôle direct ou à la volonté des parties.

En cas de force majeure, chaque partie devra employer ses meilleurs efforts afin de remplir dans la mesure du possible ses obligations vis-à-vis de l'autre partie.

La non-exécution d'une ou plusieurs prestations par une partie dans les délais prévus pour cas de force majeure, rendant impossible la poursuite de tout ou partie du présent contrat, conduira les parties à se rencontrer dans les meilleurs délais pour envisager les conséquences de la situation et s'efforcer de parvenir à une solution acceptable pour permettre l'accomplissement du présent contrat.

En cas de force majeure accepté par les parties ou reconnue par les juridictions compétentes, chaque partie sera déliée de ses obligations à l'égard de l'autre partie, sans qu'il y ait lieu au versement de dommages et intérêts.

Article 14 : Clause de sauvegarde

Dans le cas où les conditions techniques, économiques, administratives, sociales ou fiscales existant à la date de la signature de la présente convention évoluerait de telle sorte que son équilibre économique se trouverait modifié et entraînerait pour l'une des parties des obligations qu'elle ne pourrait équitablement supporter, l'Association RELAIS TRAVAIL et Pas-de-Calais habitat se réuniraient pour chercher des solutions conformes aux intérêts légitimes de chacun d'eux.

Article 15 : Attribution de compétence – règlement des différends

Tout différend portant sur l'interprétation ou l'exécution du présent contrat sera, faute d'être résolu à l'amiable entre les parties, de la compétence du tribunal administratif du lieu du siège social du défendeur.

Article 16 : RGPD - Données personnelles

Chacune des Parties s'engage à respecter les dispositions du Règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des données personnelles (RGPD) et de la loi n°78-17 du 06 janvier 1978 Informatique et libertés modifiée pour les données personnelles qu'elle pourrait être amenée à prendre connaissance ou à traiter sous leur responsabilité, dans le cadre de cette convention.

Article 17 : Code de conduite

Les Parties déclarent avoir pris connaissance du code de conduite adopté par l'Etablissement Public Industriel et Commercial Pas-de-Calais habitat en application de l'article 17 de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique (Ledit code étant disponible à la demande).

En conséquence, les Parties s'engagent :

à se conformer audit code de conduite ;

à s'abstenir de toute incitation à l'égard des Collaborateurs de l'Etablissement Public Industriel et Commercial Pas-de-Calais habitat – telle que défini dans le code de conduite – qui ait pour objet ou pour effet d'induire une infraction aux règles prévues par ledit code.

Les Parties reconnaissent que la politique d'entreprise de l'Etablissement Public Industriel et Commercial Pas-de-Calais habitat exige que leurs relations soient menées en conformité avec les traités internationaux en vigueur, le droit international applicable qui en est dérivé, ainsi que les lois et règlements applicables, au niveau national et international, auxdites relations. Les Parties s'engagent à s'y conformer.

En conséquence, les Parties s'engagent à ce qu'aucun paiement, aucun avantage quel qu'il soit, constituant ou pouvant constituer un acte illicite n'ait été ou ne soit accordé, directement ou indirectement, en contrepartie de l'exécution des présentes.

Fait à LENS, le

Pour l'Association RELAIS TRAVAIL
Monsieur Pierre DENEUX
Directeur de l'Association

Pour PAS-DE-CALAIS HABITAT
M Pierre HAEM
Directeur du Territoire
Artois-Gohelle Lens-Liévin